

Inventaire des Zones Humides
Compte-rendu du comité territorial « AIX »
7 février 2013

Personnes présentes

SICART Armelle – Syndicat Mixte des Monts de la Madeleine
ARCOS Murielle - Conseil Général de la Loire
LIONARD Yves – Conseiller communautaire CC de Balbigny
BASSET Louis – Chambre d’agriculture de la Loire
DAVAL Marius – Vice-président CC Vals-d’Aix-et-Isable
BERNAT Georges – Président CC Vals-d’Aix-et-Isable
BELLOC Angélique – CESAME
WEBER Alix – CESAME
RUSSIAS Laurent – Conseil Général de la Loire
BILLAUD Fabien – Conservatoire d’Espaces Naturels Rhône-Alpes

Personnes Excusées

MASSON Fabienne – AELB
CHAILLOUX Fanny – AELB
GIRIN Michel – CC Pays d’Urfé
GABY Marie-Pascale – ARPN
DUSSUD Karen – SYEPAR
GOUX Mylène – ONF
PENAUD François – Agence de l’Eau Loire-Bretagne
MARTINET Alain - REGION Rhône-Alpes
CARRIO Jean-Luc – DREAL Rhône-Alpes
DIENG Marie-France - CCI de Saint Etienne - Montbrison

Contexte :

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

La présentation se déroule en trois temps :

Laurent RUSSIAS (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire : www.loire.fr/ et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

Les réactions :*D'une manière générale :*

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides <1ha.

Il est rappelé que la réglementation sur les zones humides s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'État demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblaiement de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figurent un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux.

En lien avec les PLU :

L'intégration des zones humides dans les PLU est fortement préconisée par le SAGE. Par conséquent, l'inventaire départemental apporte une information « gratuite » aux collectivités, et, jusqu'à présent les zones humides n'étaient pas forcément toujours inscrites en N ou A.

Par contre, sur le territoire du Pays d'Urfé sous l'influence du SCOT Roannais, plusieurs communes se lancent dans une révision ou une première élaboration de PLU, il serait donc judicieux de leur apporter des résultats de l'inventaire assez tôt pour que les zones humides soient bien prises en compte. Le SCOT apportera l'information à CESAME sur les communes concernées et leur niveau d'avancement et fournira la liste des bureaux d'études en charge de l'élaboration des PLU. Ces derniers seront invités à contacter le Conseil Général pour recueillir les résultats provisoires de la cartographie.

Le CEN rappelle que ces données pourront être diffusées, mais avec l'étiquette « non validées », car il faudra respecter la période de consultation de début 2014 et la validation finale lors d'une CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes en fin d'année 2014.

Le territoire Vals-d'Aix-et-Isable est couvert par le SCOT Loire-Centre en cours de réalisation, les communes de ce territoire sont plutôt en attente du SCOT avant de s'engager sur leur document d'urbanisme.

La CC de Balbigny rappelle les enjeux de son territoire en matière d'accueil et d'attractivité pour la grande industrie. L'A89 va permettre son développement contraint toutefois par le SAGE et Natura 2000.

En lien avec la communication :

La CC de Balbigny souligne qu'il faudra être prudent et assurer une communication importante notamment auprès des agriculteurs et des privés. CESAME précise que pour assurer la communication, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en mairie, et qu'un article sera proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...). Compte-tenu de l'envergure de l'étude, il n'est pas possible de prévenir tous les propriétaires, les exploitants...

Toutefois, CESAME rappelle également que les chargés d'études missionnés pour les investigations de terrain ont pour habitude d'aller à la rencontre des exploitants se trouvant à proximité des sites prospectés et d'expliquer la démarche engagée.

Les chargés d'études réaliseront également le parcours de terrain en possession d'une lettre de missions pour justifier leur accès aux propriétés privées. Un courrier communal pourrait y être associé.

Le Conseil Général souhaite s'appuyer sur les Communautés de Commune pour assurer le relais de l'information (aux communes notamment).